

Les subsides

Non seulement le gouvernement précédent n'avait pas réagi, il n'avait même pas aidé nos producteurs. Il a bien intenté des actions anti-dumping, sans succès malheureusement. Nous avons soutenu les éleveurs cette année. Au demeurant, le groupe d'étude anti-dumping en est venu à la conclusion, depuis quelques jours, que l'Association des éleveurs du Canada avait des arguments valables et il a donc décidé de poursuivre l'enquête. Je tiens donc à rétablir les faits sur ce chapitre également.

Vous me faites signe que je n'en ai plus pour longtemps, monsieur le Président. Je n'ai pas encore consulté le texte que j'avais préparé et je ne le ferai pas non plus. Mais il reste encore deux ou trois questions que j'aurais bien voulu aborder. La première concerne l'accord bilatéral sur le commerce.

M. le vice-président: La Chambre est-elle d'accord à l'unanimité pour que le ministre poursuive?

M. Foster: Pour quelques minutes seulement.

Des voix: D'accord.

M. le vice-président: La Chambre accorde quelques minutes de plus au ministre.

M. Wise: Je vous remercie, monsieur le Président. Je tiens aussi à remercier mes collègues. Je vais utiliser au mieux ce temps supplémentaire, car il y a au moins deux autres questions que je voudrais aborder. Il y en a une qui ne devrait pas prendre grand temps, car un député de l'opposition en a déjà parlé au cours de la période des questions. Il m'a interrogé sur notre politique laitière à long terme. Je ferais peut-être mieux d'en rester là en demandant simplement aux députés de lire, dans le hansom, la réponse que j'ai donnée à ce député qui est parmi nous maintenant.

L'autre question revêt un grand intérêt pour la Chambre et le pays tout entier, car elle concerne l'agriculture en général puisqu'il s'agit des pourparlers et des négociations commerciales qui doivent avoir lieu entre nos deux pays. Nous savons combien ce sujet est délicat.

Je crois que notre première réaction est de prendre du recul et de peut-être décider de ne pas inclure l'agriculture dans les négociations, si elles ont lieu un jour. Nous n'en sommes pas encore là. Nous devons tenir compte du fait que près de 50 p. 100 de nos recettes agricoles proviennent des exportations. Quand on examine le commerce agricole entre les deux pays, on s'aperçoit que l'année dernière, nous avons exporté vers les États-Unis près de 2 milliards de dollars de produits agricoles. Je crois qu'il est absolument essentiel de ne pas rater les occasions qui se présentent, mais, plutôt, de tenter de nous en servir pour pénétrer sur ce très important marché.

Par exemple, les députés n'ignorent pas les différends survenus l'année dernière entre le Canada et les États-Unis au sujet du porc. Faute d'exporter sur le marché américain, il est probable qu'un tiers de nos éleveurs de porc disparaîtront. Je ne crois pas que nous puissions nous le permettre. Même si je n'ai pas effectué des calculs exacts à ce sujet, je crois que dans le

cas de l'élevage des bovins, la proportion serait de la moitié ou des deux tiers.

● (1420)

Je crois donc que cet accès est absolument essentiel à long terme. Nous devrions mettre de côté nos sentiments et envisager la question d'un point de vue économique seulement, en considérant qu'il s'agit là d'une occasion de pénétrer sur ce marché. Je crois que nous n'avons pas le choix et que nous devons tenter de négocier un marché équitable, plus avantageux, pour l'agriculture canadienne.

Il faudrait également essayer de parvenir à un accord permettant de faire disparaître certains des obstacles à l'exportation que nous devons surmonter jour après jour dans le cas d'un large éventail de groupes de produits. Si l'on compare le mécanisme qui est en place de ce côté-ci de la frontière à celui de nos voisins du Sud, on s'aperçoit que nous sommes toujours les perdants. Nous devons nous entendre sur une sorte de formule, de programme ou de mécanisme pouvant être mis en œuvre des deux côtés de la frontière, car nous serons constamment incités à nous en servir de temps à autre, et nous aurons certainement des raisons légitimes de le faire dans l'intérêt à court terme de nos propres producteurs. Je crois que cet aspect des discussions et des négociations est important pour cette raison seule.

Je sais que cette question soulève bien des craintes, et je partage ce sentiment, mais je suis également persuadé que nous aurons amplement l'occasion de faire valoir notre point de vue, de concert avec l'industrie et les provinces, et que les mécanismes qui seront mis en place permettront de s'assurer que des consultations suffisantes ont lieu. A moins que quelqu'un en sache plus que moi en ce moment, je crois que nous n'avons fait que manifester notre intention. Je sais que le président des États-Unis a l'intention de faire de même. Je ne crois cependant pas que les États-Unis aient pris une décision officielle en ce qui concerne la poursuite des entretiens et d'éventuelles négociations.

Je terminerai pour l'instant mes observations en disant que je suis gré à l'opposition de nous avoir donné l'occasion de parler de certains des très graves problèmes que l'agriculture connaît aujourd'hui. Encore une fois, je tiens à féliciter le très honorable chef de l'opposition pour le ton qu'il a donné à son intervention. Je regrette de ne pas avoir le temps de parler de nos nombreuses réalisations des 13 derniers mois, mais je suis persuadé que d'autres de mes collègues qui doivent prendre part au débat d'aujourd'hui s'en chargeront. Je me réjouis d'avoir pu rétablir les faits concernant un certain nombre d'observations du très honorable chef de l'opposition, et j'ai été heureux d'avoir eu l'occasion, pour la première fois je crois, de dire un mot ou deux au sujet des négociations bilatérales sur le commerce qui pourraient avoir lieu entre nos deux pays en ce qui concerne l'industrie agro-alimentaire.